

Eléments pour un débat autour des pratiques de recherche-action

C. ALBALADEJO*
F. CASABIANCA

*INRA, SAD, BP 27, 31326 Castanet-Tolosan Cedex

Résumé

Revenue à la mode depuis 15-20 ans, l'expression de Kurt Lewin de "recherche-action" peut engendrer des confusions. Dans cet article, nous visons à montrer qu'au-delà de la diversité des approches et des contextes de recherche, rendant complexes et risquées les comparaisons, il existe un débat potentiel d'une grande richesse entre les auteurs qui identifient leurs pratiques par cette terminologie.

Une première partie présente, dans leurs enchaînements historiques, les principaux courants susceptibles de se rattacher à une réflexion sur la recherche-action. Différentes écoles et traditions intellectuelles se juxtaposent, parfois sans se connaître, bien qu'il soit fait usage de façon trompeuse de mêmes termes d'identification. Cela va de la psychosociologie appliquée en milieu industriel à l'approche clinique ou aux expérimentations agronomiques en ferme, en passant par la recherche-développement et les approches participatives.

La seconde partie propose un cadre possible de positionnement des courants les uns par rapport aux autres. L'objectif n'est pas de classer ou cataloguer les auteurs, mais de mettre en rapport leurs travaux, selon deux des nombreux points de vue possibles. Ces confrontations dans une même problématique posent ainsi quelques repères pour un dialogue entre les recherches.

En conclusion, nous discutons de la nature du débat scientifique autour de la recherche-action et des enjeux de son inscription transdisciplinaire.

Mots-clés : recherche-action, recherche-développement, participation, pluridisciplinarité

Abstract

Contribution to a debate on the practice of Action Research. Kurt Lewin's term of "Action research", which has regained favour in the last 15 to 20 years, may generate confusions. In this paper we attempt to show that, despite the diversity of research contexts and approaches which make any comparison complex and hazardous, there is a potential for fertile debate among the authors who use this term in describing their research practice.

Part one presents, in their historical sequence, the mainstream trends linked to a reflection on action research. Various trends and intellectual traditions co-exist, which sometimes ignore each other although, confusingly, they use the same identifiers. These range from psychosociology applied in industrial environments, to clinical approaches or to on-farm experiments in agricultural research, or again to Farming Systems Research and participatory approaches.

Part two proposes a possible framework for the positioning the different streams in relation to each other. Our objective is not to classify or pigeonhole authors, but to show the links that potentially exist between their work from two of many possible viewpoints. These confrontations around the same problem provide some references for the development of a dialogue between different research approaches.

In conclusion, we discuss the nature of the scientific debate on action research and the stakes involved.

Keywords: action research, farming systems research, participatory research, multidisciplinary

Introduction

Les rapports de la recherche et de l'action sont à la fois étroits (selon les anthropologues des sciences, Callon, 1989 ; Latour, 1989), et divers selon les objectifs et le contexte de la recherche. Ces liens sont très anciens, même si l'attitude scientifique semble être née, dans la Grèce antique, d'un détachement entre la réflexion et l'utilité pratique (Checkland, 1981). Bourdieu (1994), nous rappelle que la science est une activité sociale. En tant que telle, sa production obéit à des intérêts socio-économiques s'exprimant dans une société ou un groupe donné, à une époque donnée.

Si l'on fait varier les échelles de temps ou l'étendue de l'espace social concerné, il n'est pas de recherche scientifique qui n'apparaisse comme intrinsèquement liée à l'action. Cependant toute recherche ne se définit pas d'emblée par rapport à l'action, et nous nous concentrerons dans cet article sur celles qui ont cette intention. Cette auto-définition peut concerner une recherche sur l'action, pour l'action ou bien dans l'action. Nous privilégierons les travaux qui considèrent que ce lien avec l'action fait partie de l'objet de leur recherche, des « recherches dans l'action ».

Il est facile de montrer (Dubost, 1987), le caractère illusoire d'une recherche qui prétende maintenir son activité hors du champ de l'action politique ou socio-économique. La différence réside alors dans le type de rapport qu'établit la recherche avec l'action : "Certes, les sciences humaines ne sont pas étrangères aux évolutions sociales. Elles en portent la marque et en font partie. Cependant [...] les Recherches-Actions n'y participent pas à partir d'une position de Savoir, fournissant aux décideurs des repères pour élaborer leurs politiques, établir des évaluations ou des diagnostics, faire des prévisions, proposer des explications a posteriori..., c'est-à-dire en aval ou en amont du changement, mais dans le moment et le lieu où il se fait." (Lévy, 1985, nous soulignons).

Selon Thiollent (1996), la recherche-action suppose une forme d'action planifiée, à

caractère social, pédagogique, ou technique. Le phénomène émerge notamment quand des agents souhaitent démarquer leur rôle de celui d'expert, de chargé d'étude, de formateur ou d'avocat. Leur projet répond alors "à la fois aux préoccupations pratiques d'acteurs se trouvant en situation problématique et au développement des sciences sociales" (Rapoport, 1973). De plus, selon Dubost, la recherche-action relève d'un projet heuristique, ce qui n'est pas forcément le cas des pratiques d'intervention. En revanche, on peut concevoir des recherches-actions dont "l'objet" ne relève pas de la psychosociologie ou de la sociologie, mais des sciences techniques ou économiques.

Ce déplacement offre à la recherche-action la perspective d'être une pratique transdisciplinaire. Une particulière attention doit être portée à la notion d'objet, à la fois matérialisation concrète dont les acteurs se saisissent dans l'action et mise à l'épreuve de leurs capacités de coordination. L'objet technique (Akrih, 1993) montre des propriétés, essentielles pour un chercheur "dans" l'action, de mise en relation des activités de conception et des registres de l'action.

Dans une telle perspective de "l'action située" (Conein et al., 1993), les objets dépassent les fonctions classiques d'artefact ou d'aide pour accomplir une tâche, ils orientent les compétences cognitives et la vision du monde des acteurs. Pour les chercheurs, les objets constituent alors des voies de passage entre ces divers registres. Les agronomes ne sauraient négliger une telle possibilité de mise en correspondance des approches des sciences sociales et des sciences biologiques.

S'il peut paraître d'emblée familier à qui en ignore l'origine, le terme de "recherche-action" n'est pas une création récente. La recherche-action est une pratique hybride, qui relève à la fois de l'intervention sociale et du champ scientifique. Elle est sans doute très ancienne, mais n'apparaît dans la littérature sous une étiquette spécifique qu'après la seconde Guerre mondiale dans les pays anglophones. Toutefois, cette pratique hybride a reçu bien d'autres appellations : intervention ou consultation sociale, recherche participative ou participante, recherche-développement, analyse

institutionnelle, sociothérapie, socianalyse. On trouve d'autres expressions qu'"action-research" chez nos collègues anglophones, délicates à traduire sans précaution par l'un des termes précédents, comme *planned-change*, *organizational development*, *social consultancy*, *client-oriented approach* (Merrill-Sands & Collier, 1993).

Paradoxalement, il n'est ni possible ni souhaitable de partir ou même d'aboutir à une définition achevée de la recherche-action. En effet, à ce stade de la réflexion, la recherche-action est avant tout un ensemble de questions débattues au sein de communautés distinctes de chercheurs, débats dans lesquels sont confrontés, non seulement des idées, mais surtout des expériences, au sens psycho-social du terme. Vouloir figer les définitions serait en finir avec un des rares endroits où les chercheurs peuvent réfléchir sur leurs propres pratiques sociales.

Dans cet article, nous proposons de rapprocher des travaux qui, sous des modalités et dans des contextes très divers, ont tous tenté de mettre au centre de leurs pratiques de recherche cette adéquation avec les lieux et les temps de l'action. A partir de cette littérature disparate représentant les grands courants de pensée, nous délimiterons un champ commun de préoccupations et de pratiques. Sans chercher à être exhaustifs, notre souhait est de repérer, après sélection, en quoi ces conceptions s'interrogent mutuellement.

Dans un deuxième temps, nous aborderons les relations entre ces courants en proposant des axes de classement pour organiser cette diversité des recherches-actions. Notre intention est de contribuer à un meilleur positionnement réciproque des nombreux écrits sur la "recherche-action". Par là, nous visons à mieux identifier quelles sont les avancées conceptuelles partageables et quels peuvent être les domaines en débat. Enfin, nous interrogerons la possibilité et l'intérêt d'un tel débat entre des courants de recherche divers qui partagent, non un objet commun, mais une même posture scientifique.

1. Histoire d'une pratique hétérodoxe : des courants qui s'ignorent...

L'action est un thème classique de travaux de recherche en sciences humaines. Bourdieu (1980) s'interroge sur le sens de la pratique dont la logique est opposée à la « logique de la logique ». Par ailleurs, d'autres travaux ont analysé de façon réflexive la place du scientifique, notamment du sociologue, dans la société et particulièrement ses rapports au politique (Weber, 1988). Pour Bourdieu (1994), toute réflexion sur l'action requiert une distanciation par rapport à celle-ci et notamment par rapport à ses rythmes et son temps, autrement dit "*se retirer du monde et de l'action dans le monde pour les penser*", distanciation assurée par les moyens octroyés au scientifique par l'Etat (ne serait-ce que son salaire).

Ouvrir la démarche de recherche aux acteurs est moins courant - et plus contesté - dans la communauté scientifique. Barbier (1996) cherche les origines de cette attitude dans l'Enquête ouvrière de Marx, qui, quoique commandée par les instances de pouvoir, amena les ouvrières des manufactures à réfléchir sur leurs conditions de vie à travers une enquête par questionnaire conçue comme un instrument militant. Plus tard dans les années 1930, se développera une série de travaux en entreprise reprenant l'esprit de cette "enquête", sans toutefois en revendiquer la filiation. Si le monde de l'éducation a rapidement repris ces acquis tout en développant des approches propres, il n'en est pas de même des recherches en milieu rural qui se sont intéressées plus récemment à la participation.

1.1. Les recherches-actions en milieu industriel

1.1.1. Les précurseurs américains

Dans les débuts de la recherche-action, figure l'expérience de l'équipe de Elton Mayo en 1929 à la Western Electric Company. Commencant par des enquêtes sur

les taux d'absentéisme, cette recherche a évolué peu à peu vers une coopération entre les chercheurs et les ouvrières (vues dans un premier temps comme des "objets" de recherche), et le recours à des méthodes compréhensives d'interprétation. Finalement, ce sont les préoccupations des salariées qui ont pris le pas sur celles des chercheurs et ont guidé la reformulation du problème. L'équipe de Mayo a fini par jouer un rôle de "*leader d'opinion*" plaidant auprès de la Direction pour une nouvelle conception des relations humaines et préparant les futures actions de formation des personnels d'encadrement. Sous l'impulsion des employées, les chercheurs sont passés d'un rôle d'informateurs au service des instances de pouvoir à celui d'agents essayant de convaincre la Direction de modifier ses perceptions, ses normes, son comportement d'autorité.

Mais c'est Kurt Lewin qui a inventé le terme "*action-research*" et qui fut le premier à formaliser ce type d'approche. Pour conceptualiser une "*science de la pratique*", il va passer de la psychologie expérimentale à des interventions auprès d'individus désireux de produire des changements sociaux. "*Comme scientifique, il veut faciliter chez l'homme d'action la possibilité de construire une théorie de la pratique en lui donnant les moyens d'évaluer les relations entre les efforts et les effets pour progresser dans la réussite*" (Hess, 1983). Sa finalité est d'établir des critères objectifs pour déterminer si l'action est source de progrès ou de récession et ainsi guider l'apprentissage. Sa méthode, souvent critiquée, se caractérise par ce que Hess appelle "*l'intégrationnisme*", c'est-à-dire le fait qu'il partage le projet de son commanditaire et réclame à celui-ci une coopération effective allant jusqu'à des complicités, des alliances.

Selon Lewin (contrairement à la position de Bourdieu), seule l'intervention permet d'accéder à l'observation et à l'interprétation de certains phénomènes de la réalité sociale. Cette intervention doit donner lieu à une alliance formelle entre chercheurs et acteurs dont Rapoport (1973) a proposé une formalisation. Demeurée implicite chez Lewin, une "hypothèse de démocratie locale" est reprise par nombre de travaux ultérieurs en recherche-

action : un système social réalise d'autant mieux ses objectifs d'action qu'il est plus "transparent", de moindre tension interne, plus souple dans son fonctionnement, disposant de meilleures communications, moins hiérarchisé. La recherche contribuerait à augmenter la transparence tout en réduisant les tensions internes. Selon cette approche, le progrès scientifique et le progrès social iraient de pair. Cependant, selon Lévy (1985), ces hypothèses seraient vérifiées dans des contextes d'expansion économique ou de large consensus social et ne pourraient être mises en oeuvre dans des contextes de crise ou de conflit généralisé. Par ailleurs, de l'avis de certains analystes comme Dubost (1987), l'oeuvre de Lewin est restée expérimentaliste et instrumentaliste.

Selon Hess, les élèves de Lewin ont évolué dans le sens d'une moins grande dépendance du chercheur vis-à-vis de ses commanditaires. "*Cet aspect apparaît dès l'intervention de Seaside dont le rapport a été rédigé en 1946 par une équipe d'une douzaine de chercheurs. Il s'agissait d'étudier les moyens de réduire les tensions existant entre différentes communautés ethniques (Juifs, Italiens, Noirs). Progressivement, au cours de l'étude, les chercheurs décrochent de la commande qui leur était passée et considèrent de plus en plus la communauté locale tout entière comme leur client ! Et ce, précisent-ils, dans l'intérêt même de l'objectivité de l'étude ! Ils préconisent d'ailleurs qu'à l'avenir, les recherches de ce type s'appuient davantage sur le groupe-client que sur les commanditaires.*" (Hess, 1983).

Ceci conduit à penser la recherche-action en terme de consultation mettant en rapport deux systèmes :

- un système présentant un désir de changement sur lui-même et une demande d'assistance. Il est désigné par l'expression "système-client" (Client-system) et peut être une personne, un groupe, une organisation ou une collectivité.
- un système d'intervention constitué des "agents de changement professionnels".

Cette mise en rapport appelle à une nouvelle posture épistémologique relevant généralement du constructivisme (Avenier, 1992). Liu (1992) montre, notamment en

différence avec les conceptions positivistes de la science, que la recherche-action relève, selon les divers auteurs, soit du constructivisme soit de l'interactionnisme, et expose précisément les principes de ces postures.

Lévy (1985) distingue un courant de consultation-recherche où le chercheur joue le rôle d'analyste dans une relation de sociothérapie avec un acteur qui, cette fois, est nécessairement demandeur dès le départ (méthodes de "planned-change"). Ce type d'analyse, pratiqué dans des groupes plutôt restreints, ne se traduit pas toujours, dans les situations de crise qui en sont à l'origine, par un progrès ou un mieux-être.

Moreno, contemporain de Lewin et émigré comme lui aux USA, est l'inventeur de la méthode du sociodrame. Il ne s'est jamais référé à Lewin ni même n'a utilisé le terme de recherche-action, dont il est pourtant considéré comme l'un des fondateurs. Ses recherches, (Lévy, 1985), sont le moyen de mettre en oeuvre des changements volontaires décidés par le chercheur, quoique résultant d'une activité de recherche sur les acteurs à laquelle ceux-ci sont eux-mêmes conviés. Si le processus est induit par les chercheurs qui ont un rôle actif, quasi-militant, et s'ils en proposent les modalités et le cadre méthodologique, la recherche elle-même est effectuée par les acteurs en situation et sur leur situation.

1.1.2. L'approche clinique et le conseil en entreprise

La recherche en gestion, le développement organisationnel (DO), les interventions en organisation ont donné lieu à la mouvance dite "socio-technique".

Dans les années 1960 aux USA et au Canada, les agents d'intervention se sont concentrés sur les entreprises aux détriements de l'objet "community" qui ne reviendra que dans les années 1970. Il s'agissait alors de promouvoir dans les entreprises une évolution des modèles et des comportements de gestion. L'orientation du DO est donc normative et vulgarisatrice. Les chercheurs estiment maîtriser suffisamment les nouvelles méthodes de formation pour proposer une "technologie

sociale", sans visée heuristique. Les concepts mis en oeuvre sont alors nettement simplifiés et limités aux seuls aspects sur lesquels l'intervention peut espérer avoir prise : les relations interpersonnelles, individu-groupe et entre groupes dans l'entreprise. La culture est réduite au système de valeur et de normes de l'organisation. Cette simplification s'explique en partie par un effort de systématisation des pratiques d'intervention. Ce courant finira, dix ans plus tard, par faire partie de la culture managériale des Etats-Unis, surtout pour les entreprises à forte croissance et les pays développés.

Jaques, dans le cadre d'une intervention à la Glacier Metal Company en 1948, met en oeuvre une approche différente. Il décide de renoncer à tout rôle de conseil et se détache de tout désir personnel quant aux solutions possibles afin de favoriser l'émergence endogène de capacités d'élucidation (Jaques, 1964). Jaques considère l'entreprise dans son ensemble - pas seulement la Direction qui est à l'origine de la demande - comme le système client. Cela impose une transparence totale des discussions et des rapports du consultant dans l'entreprise ainsi que la confidentialité vis-à-vis de l'extérieur. En revanche, comme nombre d'approches de recherche-action en entreprise, ce choix ne permet pas à Jaques une pleine prise en compte des conflits sociostructurels et le conduit à considérer leur seule dimension psychosociologique. De fait, le consultant n'est pas neutre dans ces conflits et il a tendance à prendre en compte certaines problématiques plutôt que d'autres.

Dans les années 1960, Favez-Boutonnier, l'un des fondateurs de la psychologie clinique, considère celle-ci comme "une approche contrôlée de l'homme par l'homme dans une situation d'implication réciproque". Cette définition bat en brèche les bases du dispositif clinique : une observation objectivante réalisée par l'intermédiaire d'un regard défini par la neutralité. La démarche clinique s'appuie alors sur une relation interpersonnelle et part d'une demande, dont elle souligne la diversité (elle peut être explicite, implicite, confuse, voire déguisée). Ses rapports méthodologiques avec la psychanalyse sont assez étroits, même si elle souhaite la dépasser : la relation client-clinicien est

basée sur l'implication qu'il faut inclure dans l'analyse. Ce courant a conduit à une formalisation du dispositif d'entretien et de son analyse (Blanchet *et al.*, 1987).

Les *recherches en gestion* se sont intéressées également au processus d'apprentissage collectif à travers la notion de "*organizational learning*" (Hatchuel, 1994) et notamment aux relations entre l'activité de conception (que l'on peut tenter d'assimiler à celle de recherche) et celle d'exécution ("l'action"). Ils montrent qu'il est bien plus efficace pour gérer les processus de génération d'innovations au sein des organisations, de prendre en compte l'activité cognitive et créative : loin d'être le monopole des concepteurs, elle est indissociablement liée aux tâches d'exécution. Les acteurs ont une capacité (certes variable) à interpréter et gérer en continuité les décalages entre les modèles produits par les concepteurs et leurs situations concrètes (Hatchuel et Moisdon, 1995). Mais, plus encore, ils analysent les interactions réciproques entre la conception et l'exécution, non d'un simple point de vue de la transmission et de l'application de prescriptions, mais en termes de co-construction de savoirs.

Dans l'analyse des savoirs des acteurs et des conditions de leur formation, il faut procéder à une distinction entre d'une part les "*connaissances*" assimilables à un "système d'information ou une base de données" et les "*savoirs*" "compréhension dans l'action", pour lesquels action et compréhension ne font qu'un. Dans la production de savoirs, les chercheurs dépassent le partage de l'activité cognitive au sein de l'entreprise, pour parvenir à la prise en compte de ces "coordinations créatrices" (Hatchuel, 1994) dans la production de prescriptions, pour une attitude de recherche-action. L'activité créatrice au sein de l'entreprise ne peut être complètement "rationalisée", et il s'agit plutôt de préciser les conditions organisationnelles de son émergence (configurations d'acteurs au sein de l'entreprise) par rapport aux savoirs à produire.

1.2. Les recherches-actions en pédagogie

Depuis longtemps la recherche pédagogique s'intéresse à une recherche où l'objet de connaissance est aussi sujet (Ardoino, 1974). Cela s'explique notamment par les échecs de la recherche appuyée sur une conception expérimentale. Selon un inventaire de Guyot, cité par Delorme (1982), seulement 70 travaux de recherche sur 70.000 effectués en 25 ans auraient eu en France une certaine répercussion sur les enseignements. Cela tient sans doute aux conditions et à l'objet de la recherche pédagogique : une production de connaissance sur le processus d'apprentissage.

1.2.1. L'analyse institutionnelle (AI)

Au premier abord, on est surpris par la profusion de courants qui visent à se démarquer les uns des autres. Le plus ancien, le mouvement de la psychothérapie institutionnelle s'est développé dans les années 1950, relayé par la pédagogie institutionnelle dès 1960, puis par l'auto-gestion pédagogique qui représente son dépassement (Guillier, 1994), et enfin la psychologie institutionnelle (socioanalyse) à partir de 1966. Tous ces courants se présentent comme des recherches-actions.

La psychothérapie institutionnelle, ancêtre de l'AI, se caractérise par un projet collectif de l'institution psychiatrique pour analyser ce qui s'y joue en vue d'améliorer son efficacité thérapeutique. Pour cela, tous les acteurs (infirmiers, malades, médecins, employés) participent à des lieux d'analyse et d'organisation où ils ont, en principe, un droit égal de prise de parole. On crée dans l'hôpital des "institutions internes" gérées collectivement. Le fonctionnement et les dysfonctionnements font l'objet d'un travail analytique autant politique que psychologique.

La socioanalyse institutionnelle, développée par Lapassade et Lourau en tant que forme de recherche-action répond à des demandes d'établissements (Lapassade, 1996). Cette démarche n'a toutefois jamais pénétré les milieux industriels. Elle part d'une position critique par rapport à la psychosociologie et vise à un retour à des considérations sociologiques. Le cadre de

travail est celui d'une relation de consultation professionnelle rémunérée, excluant en partie le courant "militant" de l'AI. La socianalyse commence donc à partir d'une demande de consultation bien identifiée et formalisée par un contrat. Le socianalyste travaille à la démystification de l'intervenant prônant un statut d'expert, détenteur d'un savoir social (supposé objectif et politiquement neutre), dont les autres acteurs sociaux seraient démunis. Elle est une pratique d'analyse qui prend sens dans une démarche militante.

Un courant se détache, la "pédagogie institutionnelle" (Pain, 1993), plus centrée sur les institutions internes du commanditaire. Les composantes internes sont perçues comme seuls déterminants, il ne s'agit pas d'analyser les rapports sociaux, mais d'en proposer une compréhension suffisante pour améliorer son agencement au sein de l'unité sociale cliente (Guillier, 1994). Comme dans la pédagogie institutionnelle et l'autogestion pédagogique, le concept d'institution est dépolitisé : le concept d'instituant équivaut aux capacités d'action des personnes et les relations sociales ne sont pas considérées sous l'angle des rapports sociaux de domination. Les processus sont organisationnels (créer des instances de consultation, c'est se doter de "nouvelles institutions"). De fait, il n'y a pas articulation entre macro-social et micro-social.

C'est différent pour les pratiques socianalytiques des consultants (Guillier, 1994). Ils tentent de prendre de la distance par rapport à la commande initiale. L'effort de compréhension du départ se déplace du "comment changer ?" au "pourquoi changer ?". Le concept d'institution, en tant que dialectique de l'interne et de l'externe, retrouve ici son sens originel.

1.2.2. Paulo Freire et les recherches participatives des années 1960-70

Paulo Freire a également abordé la recherche-action depuis une perspective pédagogique, mais avec une dimension politique que n'ont pas les travaux précédents. Selon Freire (1987), la pédagogie qui prévaut est celle des classes dominantes et, de ce fait, l'éducation est une pratique d'oppression. Cette domination s'effectue à travers une "vision bancaire de

l'éducation" où les cerveaux des gens sont des comptes en banques et les éducateurs, des agences de placement déposant "la" connaissance sur ces comptes. Freire critique tout autant la recherche thématique qui, de façon ingénue, fait comme si les thèmes de recherche pouvaient exister et être étudiés indépendamment des personnes qui sont intéressées par ceux-ci. Pour lui, *"théorie et pratique sont inséparables, la réflexion sur l'action fait ressortir la théorie, sans laquelle l'action (ou la pratique) n'est pas véritable. La pratique, à son tour, prend une nouvelle signification quant elle est éclairée par une théorie appropriée de façon lucide par le sujet qui agit"*.

Freire a ainsi décrit une attitude de recherche-action qui a très fortement marqué les travaux de nombreux chercheurs de terrain et travailleurs sociaux. Elle consiste à dépasser la relation maître-élève par une position fortement engagée "d'éducateur humaniste révolutionnaire". L'éducateur se transforme en "homme dialogique" capable de favoriser des relations de confiance mutuelle entre les participants. Il leur permet de mettre en oeuvre une auto-analyse de leurs situations et ainsi d'"être témoins de leur histoire" pour mieux la construire. Cette conscientisation, acte collectif, passe par l'expression, car la parole, à condition qu'elle soit "authentique", est à la fois action et réflexion. En tant que telle, elle a la capacité de transformer le monde.

Les conceptions de Freire sur la recherche-action présentent le grand avantage de s'appuyer sur une analyse et un mode d'action politique. Au centre, il place une production démocratique de parole qui ne peut se faire sans libérer les oppresseurs et les opprimés des contraintes structurelles pesant sur eux, une libération qui serait possible à petite échelle, à travers la figure du projet pédagogique. En revanche, s'il met l'accent sur le fait que les opprimés ont tendance à reproduire la relation d'oppression avec des intervenants extérieurs, il n'aborde pas la reproduction de cette relation entre eux comme l'ont fait plus récemment d'autres auteurs (D'Incao et Roy, 1995). Enfin, le rôle de l'intervenant est décrit en termes militants, invoquant une position de fusion amoureuse, de "communion"

avec les opprimés. Cette attitude semble contradictoire avec les principes de la pédagogie de Freire (il est vrai, appliquée aux opprimés) qui prône que les hommes doivent assumer pleinement leur propre histoire et être conscients de leur condition, sans s'identifier ou se subordonner à d'autres positions sociales. Faut-il libérer l'éducateur ?

Les recherches conduites par certains "sociologues militants", souvent engagés au sein d'ONG, auprès d'organisations d'opprimés (paysans sans terre, prostituées, marginaux urbains) ne sont pas très éloignées dans l'esprit de celles de Freire. Ces sociologues se font témoins de l'oppression et parfois porte-paroles des populations avec lesquelles ils travaillent (Esterci, 1987; Hébette, 1991). Ils écrivent malheureusement peu sur leurs pratiques de chercheurs militants. Par ailleurs, une différence avec Freire, est qu'ils travaillent souvent, au moins à certaines étapes de leur démarche, aux côtés d'organisations instituées d'agents sociaux dominés (syndicat, parti politique) et n'effectuent pas nécessairement un travail de base auprès de tous les habitants d'un quartier ou d'une collectivité rurale.

La théorisation d'Alain Touraine (1978) fait également place à un travail "d'auto-réalisation", sinon de libération des participants d'un mouvement social. Il affirme notamment que la classe soumise à la classe dirigeante "ne reçoit sa propre historicité qu'à travers la domination exercée par le maître, mais cherche à se la réapproprier en détruisant celui-ci". Cependant, dans son travail avec les étudiants des mouvements de 1976, il conçoit sa recherche principalement autour d'une participation des acteurs à l'analyse et non comme une participation du sociologue au mouvement.

1.3. Les recherches-actions en milieu rural

Ces recherches, dans l'ignorance des travaux précédents, sont issues dans les années 1970 de deux sources de préoccupations. D'une part, elles apparaissent sous l'impulsion des structures d'encadrement de la production agricole (principalement en Pays en Voie de Développe-

ment ou PVD) préoccupées par la faible diffusion des innovations qu'elles proposent et par les effets indésirables en terme social et écologique des techniques diffusées. D'autre part, elles procèdent de praticiens de terrain du développement, ONG, associations de base, ou encore chercheurs de terrain en mal d'une théorie de leurs pratiques hétérodoxes.

1.3.1. Les recherches "système" en agriculture et la "recherche-développement"

De nombreux travaux constatent les échecs des recherches en station (Biggs et Farrington, 1993). Vers la fin des années 1970, apparaissent des travaux considérant que l'innovation doit être conçue hors des stations. Mobilisant l'approche systémique pour représenter la réalité sur laquelle ils cherchent à intervenir, ils prennent le nom de *Farming Systems Research*, *Cropping Systems Research* ou recherches sur les systèmes de production agricoles, sur les systèmes agraires.

Ces recherches, pluridisciplinaires, se proclament "montantes", les innovations étant supposées conçues en fonction des possibilités et des attentes des agriculteurs. Toutefois, l'agriculteur est vu, non comme un partenaire dans la production d'innovations (Jiggins, 1993), mais comme le "pilote" d'un système technico-économique dont il s'agit de découvrir la rationalité. L'analyse systémique est alors non seulement un outil transdisciplinaire permettant de construire des objets communs, mais également un mode de pensée plus proche de l'action des agriculteurs (Gras *et al.* 1989) que la seule synthèse des travaux disciplinaires. L'action de l'agriculteur sur son champ ou dans son exploitation devient objet de recherche (Sébillotte, 1996). Chercher à comprendre comment les agriculteurs intègrent des connaissances exogènes à leur propre sphère de savoir amène les agronomes à s'intéresser à la psychologie cognitive (Cerf, 1993).

Ces approches systèmes en agriculture sont nées de difficultés perçues par les appareils de recherche agronomique ainsi que les services de diffusion des innovations. Curieusement, ce malaise sur la conception du métier ressenti par les

chercheurs et les agents de développement (Senault, 1987) n'aura donné lieu qu'à quelques recherches-actions portant directement sur ces services, les nombreuses recherches préférant chercher les solutions du côté des agriculteurs.

Dans les années 1970-80, le terme de "recherche-développement" (ou RD) devient très utilisé pour désigner des travaux à visée technocratique dont l'objectif implicite est de diminuer les difficultés ressenties par les structures d'encadrement de l'agriculture en PVD en repensant leurs interventions en milieu rural dans les régions les moins "touchées par la modernisation". La RD (Billaz et Dufumier, 1980) est "*une expérimentation en milieu physique et social réel (autrement dit en "vraie grandeur") des possibilités et conditions de changement techniques (intensification, aménagement) et social (organisation des producteurs, encadrement administratif et para-administratif)*". Les auteurs parlent d'établir une relation triangulaire chercheur-agriculteur-agent de développement (Tourte et Billaz, 1982). D'autres études, faisant l'inventaire de ce type de recherche dans les instituts de recherche agronomique internationaux, l'ont appelé "triangle technologique" (Merrill-Sands et Kaimowitz, 1992).

La RD tenta de se démarquer de certaines recherches systèmes en agriculture en posant que les conditions d'élaboration de la production en milieu paysan ne sont pas considérées comme des facteurs externes mais comme des variables sur lesquelles la recherche va agir conjointement avec les agriculteurs (Benoit-Cattin, 1986).

Malgré les intentions, le discours de ces recherches reste basé sur une conception linéaire et descendante des processus d'innovation. Jouve et Mercoiret (1987) distinguent trois phases : le diagnostic, l'expérimentation et le transfert des "produits" de la recherche, transfert qui renvoie à des questions "d'information, communication", de "maîtrise technique des innovations" et donc à la "formation des agriculteurs et des agents de développement". Ceci représente "les trois tâches de la RD" (BLACT *et al.*, 1984).

1.3.2. De l'expérimentation chez les paysans aux courants "participatifs"

L'un des dispositifs de recherche montrant les apparences d'une mise en relation étroite entre les agriculteurs et les chercheurs est l'expérimentation en milieu paysan (EMP ou OFR, *On-Farm Research* en anglais). La littérature en anglais sur ce sujet est nettement plus abondante que celle en français. Cela tient vraisemblablement plus au besoin ressenti par nombre de collègues anglophones d'inscrire leurs travaux sous cette étiquette qu'à un réel déséquilibre entre les expériences ou les intérêts (Tripp, 1991). Dans ces dispositifs, les expérimentations agronomiques non seulement sont conduites dans les exploitations d'un petit nombre d'agriculteurs, mais plus encore, à des degrés très variables, avec la "participation" de ceux-ci. Les auteurs s'accordent à faire une distinction entre OFR ou EMP d'une part, et recherches participatives d'autre part (Farrington et Martin, 1988) : dans les recherches participatives, les objectifs sont théoriquement fixés en commun entre chercheurs et agriculteurs.

Dans un essai d'inventaire de l'expérience du CIRAD en la matière, De Ponteves et Jouve (1990) identifient cependant un type différent de EMP, "*donnant la priorité à la résolution des problèmes rencontrés par les paysans*" (p.37), dans lequel "*la participation des agriculteurs joue un rôle essentiel que ce soit dans l'identification des problèmes, la conduite des tests ou la validation des résultats*" (p.38). Mais il leur faut reconnaître plus loin (p.45) que, si la plupart des chercheurs en EMP prétendent tenir compte de l'opinion des agriculteurs, rares sont ceux qui le font vraiment en donnant les moyens aux agriculteurs de construire et faire valoir leurs opinions. D'ailleurs, les auteurs utilisent l'expression évocatrice de "paysans volontaires" pour désigner ces agriculteurs "partenaires". En fait, les clients non avoués de ces travaux, et parfois leurs commanditaires, sont plutôt des structures de développement ou même les instituts de recherche agronomique.

L'EMP est intéressante par sa position intermédiaire entre la recherche et le développement, plus exactement entre la

prescription et son application (application concernant plus souvent le métier de "développeur" que d'agriculteur). Cette position est liée à une incursion de la recherche dans la pratique. Cependant, la faiblesse de ces approches tient principalement à la phase de diagnostic initial, paradoxalement très formalisée et finalement trop peu conceptualisée. Le caractère stratégique de cette phase n'a pas échappé aux chercheurs, qui ont en conséquence développé un arsenal de méthodes visant à obtenir une participation "réelle" des agriculteurs. Elle donne lieu à des procédures exigeantes, complexes et longues au point d'avoir généré leur antidote, qui ne fait qu'amplifier les défauts du diagnostic : la *Rapid Rural Appraisal*. Dans sa forme la plus contradictoire, il se prétend à la fois rapide et participatif. En effet, ces diagnostics font émerger chez les chercheurs des objectifs et hypothèses sans qu'ils soient négociés ni même rendus vraiment explicites aux partenaires visés. C'est pourquoi cette phase fait l'objet depuis quelques années de l'incorporation de méthodes d'auto-diagnostics participatifs basés, par exemple, sur l'établissement du dialogue autour des représentations paysannes de l'état et de la gestion des ressources (Lightfoot et Noble, 1993).

Certains auteurs distinguent (Chambers, 1993) deux types d'approches participatives du diagnostic initial. Il y a, d'une part, les méthodes qui mettent l'accent sur la production de parole, la *Farmer Participatory Research* (proposée par Farrington et Martin, 1988), la méthodologie GERDAL (Darré, 1986). Et celles qui s'appuient sur des représentations graphiques (cartes, schémas, tableaux,...) co-produits par les agriculteurs et les chercheurs, comme la *Participatory Research Appraisal* (Lightfoot et Noble, 1993), Lardon et Albaladejo (1990) ou de Sainte Marie et Casabianca (1995). Ces deux approches étant appelées à jouer des rôles complémentaires. Le GERDAL a montré en France l'importance de savoir mettre en oeuvre des méthodes capables de donner la parole, une parole authentique et effective, aux acteurs locaux. Il a montré en particulier que les méthodes d'animation locales participatives en milieu

rural permettent à des agriculteurs et agricultrices qui paraissaient isolés et découragés, de reprendre l'initiative en matière de projets.

Malgré un progrès indéniable dans la prise en compte de la parole des agriculteurs "partenaires" de la recherche, un certain nombre de ces approches participatives souffrent de deux grandes limitations. D'une part, elles sont souvent le reflet de *préoccupations d'essence technocratique* (problème d'autant plus aigu si les chercheurs n'en sont pas conscients). La participation devient une phase de légitimation d'interventions descendantes (Moose, 1995). Par ailleurs, certains travaux prennent plus l'allure d'ingénierie sociale que de recherche. De ce fait, ces méthodes ne sont pas évaluées par rapport à une problématique, mais plutôt par leur efficacité et efficience au regard d'objectifs qui sont souvent ceux d'une structure de développement. C'est pourquoi la qualité scientifique des données recueillies est parfois mise en doute (Fall et Lericollais, 1992).

Si les agriculteurs sont flattés qu'on leur demande pour une fois leur avis, ils n'en perçoivent pas vraiment, et encore moins n'en maîtrisent, les objectifs. De plus, ils n'ont pas de prise sur le choix des méthodes et des partenaires. Cela conduit à la seconde limitation : *la faiblesse de la prise en compte du contexte social*, notamment politique et institutionnel (Merrill-Sands et Collion, 1993) et l'absence d'analyse des relations de pouvoir (Nelson et Wright, 1997). Un même ensemble méthodologique serait censé produire une participation effective de toute la population (quelles que soient les positions sociales en présence et pour tout contexte politique et institutionnel). La participation montre un faible maintien au-delà de la phase de diagnostic initial. Ces biais de la recherche "participative" en agriculture ont été soulignés par M.C. D'Incao et G. Roy (1995) : absence de prise en compte des relations de pouvoir entre individus et au sein des familles, ignorance du contexte social et politique et de l'histoire individuelle des "participants" qui, très souvent, n'ont jamais fait l'expérience non seulement de la participation en tant que pratique sociale, mais même de la citoyenneté. Ces auteurs montrent que les

chercheurs les mieux intentionnés courent le risque de reproduire des relations de domination, notamment paternalistes, avec les populations avec lesquelles ils proclament travailler de façon participative. Il y a des préalables à la participation (Albaladejo et Casabianca, 1995) dont on peut se demander comment les réunir : cadre expérimental limité d'un projet, petite équipe motivée disposant de la formation requise et des appuis institutionnels indispensables.

1.3.3. "Développement de communautés rurales et action environnementale"

Nous avons affaire, dans le domaine de la recherche-action auprès de collectivités rurales locales, à trois types de travaux d'origines différentes :

- les recherches en travail social sur le développement local, inspirées par les travaux des psychosociologues et des chercheurs en sciences de l'éducation ;
- les recherches sur les collectivités rurales issues de la tradition "agronomique";
- et les recherches sur "l'action environnementale", un courant de recherche avec les populations locales à propos de la gestion de l'environnement.

Le territoire local est un terrain classique de travail du sociologue ou psychosociologue, et de concrétisation de sa participation à une intervention que ce soit dans le domaine urbain (de Bernardy *et al.*, 1992), la santé (Dixon et Sindall, 1994; Stone, 1992), la pauvreté ou la marginalité (Born et Lioni, 1996) ou le développement rural (Wright, 1992). Cela a donné lieu à une discipline : la *Community Psychology*, une recherche-action auprès de "communautés clientes" réalisant des interventions sociales dans des domaines comme l'éducation, la délinquance, la gestion environnementale. L'approche en terme de "développement de communauté" ne prendra son essor qu'au lendemain de la seconde Guerre mondiale sous l'impulsion des administrations coloniales (Wright, 1990). Plus encore, durant la guerre froide dans les années 1950, lorsque les Etats Unis et l'ONU décident d'en faire un élément essentiel de leur politique dans le Tiers Monde (De Robertis et Pascal, 1987) en diffusant une méthode participative, con-

sensuelle et populiste, ignorant l'existence de classes sociales et de conflits en tant que constitutifs du fonctionnement social (Ammann, 1992). Bien que les appuis institutionnels se soient brutalement arrêtés vers 1965, ces pratiques de développement ont généré une importante tradition en matière de mode d'intervention sociale et de recherche-action en milieu rural. Inspirant le travail des ONG (Bebbington *et al.*, 1994), elles ont eu des répercussions jusque dans les pays développés. Cette approche semble être remise au goût du jour avec la crise de l'Etat providence et la montée des problèmes sociaux (Born et Lioni, 1996).

On trouve également une littérature qui utilise, pour se qualifier, le terme de "*community development*" et qui, pourtant, ne cite aucunement les références précédentes (Campbell, 1994). Elle est issue des recherches systèmes en agriculture dont certaines se sont intéressées aux organisations paysannes locales au niveau de villages ou de bassins d'irrigations ou encore aires d'action de coopératives ou syndicats. Ces organisations locales sont étudiées dans leurs relations avec la structure d'encadrement de l'agriculture, notamment leur "interface" avec la recherche (Bebbington *et al.*, 1994) au sein de processus locaux d'innovation. Dans les cas extrêmes, mais pas exceptionnels, ces organisations ont été créées à l'initiative de la recherche.

Parallèlement, les recherches sur les questions environnementales, issues de l'écologie politique, interrogent le rôle du scientifique, souvent convoqué en tant qu'expert (Theys, 1992), dans les processus de prise de décision concernant de hauts niveaux d'enjeu et dans des contextes d'incertitude irréductible par la science. Ces recherches adoptent une position résolument constructiviste, ouvrant des étapes clefs de leurs démarches (établissement des hypothèses, formation de la preuve) aux acteurs sociaux parties prenantes des enjeux environnementaux. Cela implique des modes de validation des connaissances scientifiques radicalement différents des approches expérimentales, passant notamment par des procédures de dialogue et de construction en commun dans un premier temps de sens, puis d'accords, voire de consensus sur les

représentations de la situation faisant problème (Funtowicz et Ravetz, 1990). Certains travaux de l'Université de Lancaster, modifiant complètement le statut social et épistémologique des modèles produits par la science (Checkland et Scholes, 1990), sont souvent cités comme exemple d'une nouvelle méthodologie.

Les problèmes environnementaux auront provoqué une intense auto-réflexion sur le métier de scientifique, notamment ses relations avec la société civile (Callon, 1989), la position d'expert (Roqueplo, 1992) et la formation (Leff, 1994). Les organisations internationales sont parmi les plus forts promoteurs de ce type de discours à travers notamment des approches participatives de gestion des ressources naturelles au niveau local baptisées *Environmental Action* (Ghai et Vivian, 1992). De même que pour les recherches participatives en agriculture, cette approche a donné lieu à la publication de manuels à l'usage des chercheurs "de terrain" (Houstoun, 1994), appuyés sur l'écologie politique. Il existe un minimum de citations mutuelles avec un courant dérivé des approches systèmes en agriculture et portant sur la gestion concertée des ressources au niveau local (Röling, 1994 ; Ison, 1993 ; Huijsman, 1995).

Après cette présentation succincte des différents courants de pensée, un constat s'impose : ce ne sont pas seulement les pratiques qui sont diverses ou les domaines d'activité, mais également les *conceptions* de la recherche-action. Nous avons mis en évidence un potentiel important d'échanges, de confrontations de points de vue, potentiel qui a du mal à se réaliser. Non seulement du fait d'une méconnaissance mutuelle entre les différents courants, mais également à cause de deux ordres de facteurs qui ont tendance à étouffer les dialogues entre chercheurs :

- la tendance à considérer "en bloc" la recherche-action : ce que l'on fait est ou n'est pas de "la" recherche-action, sans distinction d'étapes dans la démarche de recherche, de contexte social et d'état des connaissances ;

- une tendance à une vision normative et même morale de la recherche-action : il "faut" faire à tout moment de sa carrière ou de sa démarche, de la recherche-

action ; il est rarement mis en question la nécessité d'être "participatif" en permanence et de la façon la plus "poussée" possible.

Face à cette tendance à une perception trop entière de la recherche-action, un travail sur les différences peut contribuer à donner un cadre plus serein et plus efficace aux échanges entre auteurs.

2. Construire une cartographie du domaine de la recherche-action

Nous proposons divers axes de classement pour une mise en évidence des différences, en sachant bien que les travaux s'étant essayés à des typologies de recherches-actions ne sont pas rares (Dubost, 1987 ; Pretty et Chambers, 1993 ; Farrington et Martin, 1990 ; Verspieren, 1991). Pour autant, les cartographies que nous proposons, même inspirées de ces auteurs, nous sont propres et ne se prétendent en aucun cas une synthèse et moins encore un classement normatif. Par ailleurs, n'oublions pas que nous travaillons sur le discours produit par les chercheurs à travers leurs écrits, et non sur les pratiques réelles des agents. Enfin, notre intention est de mieux comprendre les différences non pour accuser les distinctions mais bien dans une perspective de dialogue.

2.1. Le contexte social de la recherche-action : les partenaires et les pratiques sociales

Généralement les typologies existantes se basent sur un gradient de la force des relations entre l'action et la recherche. On distingue souvent :

- des recherches qui s'opposent simplement aux orientations descriptives ainsi qu'à l'expérimentation de laboratoire, trop éloignées des conditions réelles de l'action, des recherches sur ou pour l'action,

- et des recherches qui visent la participation des agents eux-mêmes.

Mais ces distinctions ont tendance à placer presque toutes les recherches-actions (les discours du moins) dans la dernière catégorie. Cette clef de différenciation est toutefois si classique, et attendue, qu'il semble difficile de la passer sous silence.

Dubost, sur la base des travaux de Bennis, propose une typologie des relations entre chercheurs et praticiens sur le plan de la définition d'un projet de changement. Bennis distingue trois questions de base :

- quelle est la répartition du pouvoir entre le praticien engagé dans le changement et le chercheur chargé de le faciliter ?

- est-ce que ces deux types d'agents partagent les mêmes objectifs concernant ces changements à produire ou non ?

- est-ce qu'il s'agit, pour au moins l'un des deux types d'agents (en général le dominant), d'un acte délibéré de changement ?

Le Tableau 1 propose une typologie des changements produits. De fait, les agents dominants dans le processus de changement sont bien souvent, mais pas toujours, les chercheurs, ne serait-ce que dans le champ de la connaissance qui est celui délimité par l'opération de recherche-action.

L'endoctrinement suppose une domination (cas des hôpitaux psychiatriques, de l'école ou de la maison de rééducation). Le modèle de transfert de technologie correspondrait au changement technocratique et le changement coercitif à un "lavage de cerveaux". Les processus interactionnels se produisent dans un groupe d'amis ou un couple. Le processus de socialisation est illustré par la relation parents-enfants, maître-élèves, etc., le changement par émulation suppose une identification aux figures d'autorité ou de pouvoir. Le changement "naturel" correspond à tous les phénomènes accidentels, résultats de catastrophes échappant au contrôle humain. Notons que Bennis avait omis la dernière ligne du tableau, Dubost l'a rajoutée sur la base des travaux de Touraine. Cette matrice de représentation des différences est, parmi d'autres, celle qui permet une meilleure analyse des relations "chercheurs et acteurs" en vue d'un processus de changement. Elle présente toutefois l'inconvénient de centrer

sa capacité de discrimination sur des relations internes entre les agents de la recherche-action sans situer cette "alliance" plus globalement dans la société.

Une autre série de clefs d'analyse, qui nous semblent plus facilement utilisables parce que plus sensibles à la diversité des contextes socio-historiques, concerne la façon dont est socialement construite la relation entre le chercheur et ses partenaires sociaux ainsi que le type de participation de ces derniers aux travaux de recherche. Nous décidons de centrer notre essai de discrimination sur un point de vue de chercheur : quels sont les modes de construction par la recherche d'un partenariat avec des acteurs sociaux dans une situation de recherche-action ?

Le premier axe de ce classement concerne les formes sociales partenaires de l'intervention. L'un des facteurs de positionnement relatif les plus discutés est la question de savoir si la recherche travaille ou non avec les secteurs dominés de la société. Cette préoccupation a amené les premiers travaux de recherche-action à mettre en oeuvre une rupture volontaire avec les commanditaires initiaux.

Le Tableau 2 est une suite ordonnée de types de positionnement de la recherche dans la société, il faudrait cependant se garder de la voir comme un "gradient". D'une ligne à l'autre, il y a des sauts qualitatifs qui sont généralement de natures différentes et n'ont rien à voir avec un simple degré d'intensité d'une prise en compte croissante des "dominés". Cet ordre donne toutefois une idée du positionnement de la recherche en terme de rupture avec l'ordre social existant, jusqu'au type h) qui représente une rupture par rapport à l'ordre social des "secteurs dominés". En effet, Paulo Freire (1987) signale que, dans les premiers moments de la recherche, les gens ont un sentiment d'impuissance face aux forces qui conditionnent leurs vies. Des situations d'oppression sociale peuvent en effet les empêcher de se percevoir en tant que groupe social potentiellement capable d'action. Le chercheur peut contribuer, par son travail, à l'émergence de nouveaux acteurs, quoique il ne puisse les créer lui-même de toutes pièces.

Pouvoir	But commun		But opposé ou choisi d'un seul côté	
	<i>Acte délibéré</i>	<i>Acte non-délibéré</i>	<i>Acte délibéré</i>	<i>Acte non-délibéré</i>
<i>Partagé</i>	Changement volontaire	Changement interactionnel	Changement technocratique	Changement naturel
<i>Le projet d'action a pour initiateurs des agents dominants</i>	Endoctrination	Socialisation	Changement coercitif	Changement par émulation
<i>Le projet d'action a pour initiateurs des agents dominés</i>	Revendication organisationnelle pressions institutionnelles; mouvement social.	Processus de reconnaissance de phénomènes ou de groupes marginaux	Action critique révolutionnaire	Actions expressives sans projet de changement

Tableau 1 : Typologie des changements produits (Bennis A., 1961. *A Typology of Change Process*. In: Bennis, Benne and Chin, *The Planning of Change*, p.154, complété par Dubost, 1987 ; 142).

N° du type	Type de position sociale de la recherche	Relations avec les secteurs de la société parties prenantes.
a)	Recherche institutionnalisée	L'organisation qui emploie le chercheur est celle qui fixe les objectifs
b)	Recherche commanditée	Une organisation dominante est commanditaire et peut même aller jusqu'à financer la recherche
c)	Recherche expertise	Un ensemble d'organisations et/ou d'acteurs dominants, qui reconnaissent une autorité à l'avis du chercheur, ont une « commande » plus ou moins claire que le chercheur précise et prend en charge.
d)	Recherche induite	Le chercheur traduit une « demande sociale » des secteurs dominants de la société
e)	Recherche avec des « systèmes sociaux »	Le chercheur déclare travailler indifféremment pour l'ensemble des acteurs d'un même système d'action concrète. Le concept d'institution est dépolitisé
f)	Recherche militante	Le chercheur prend en charge la commande d'une organisation instituée d'agents sociaux dominés, des syndicats de paysans sans terre par exemple
g)	Recherche engagée	Le chercheur prend en charge une demande plus ou moins clairement identifiée d'acteurs sociaux et organisations en positions de dominés dans le jeu social.
h)	Recherche réformatrice	Le chercheur traduit une demande d'agents sociaux dominés et participe à l'émergence de nouveaux acteurs et la modification des rapports de pouvoir

Tableau 2 : Les différents modes de relation de la recherche à la société en recherche-action

Evidemment ce tableau présuppose que les recherches (quelle que soit leur qualité) ne sont pas neutres dans le jeu social. Le plus important en recherche-action semble d'en être conscient et de s'en expliquer.

Le second axe du classement que nous proposons concerne les formes de participation des acteurs sociaux à la recherche. Wright (1990) distingue la recherche participante [*participant research*] de la recherche et développement participatif [*participatory research and development*]. Dans le premier cas, le chercheur partage les expériences quotidiennes des gens afin d'apprendre par empathie leurs façons de parler et se comporter et comprendre de la sorte comment ceux-ci perçoivent le système social dans lequel ils s'insèrent. Il n'est pas question d'une pure compréhens-

sion intellectuelle, mais fondamentalement physique et émotionnelle. A la suite de cette immersion, le chercheur s'isole pour écrire et il existe donc une claire distinction entre le chercheur et les gens objets de la recherche. Dans tous les cas, la connaissance produite est supposée servir au bien des populations concernées, mais via la transmission de ces connaissances aux administrateurs et gouvernants et jamais à l'inverse (fournir des connaissances aux administrés sur leurs administrateurs ou gouvernants). Les différents essais visant à corriger ces biais ont justement donné naissance aux approches participatives. Pretty et Chambers (1993) ont réalisé un inventaire et une typologie des différentes manières d'utiliser le terme "participation" dans la littérature. Nous la présentons dans le Tableau 3.

Type de la relation	Description
1. Absence de participation	Une simple information sur la recherche est fournie aux gens qui seront objet de celle-ci, les discussions n'ont lieu en fait qu'entre spécialistes.
2. Contribution passive au recueil de données	Les gens fournissent des informations au travers de questionnaires et d'entretiens, mais ils n'ont pas la possibilité d'influer sur le cours de la recherche et les résultats ne seront pas discutés avec eux.
3. Participation dans la consultation	La population objet de recherche est consultée sur l'opportunité et les modalités de la recherche qui sera effectuée. Mais ce seront en dernière instance les chercheurs qui établiront le diagnostic des problèmes et le processus permettant de construire des solutions. Les chercheurs n'ont aucune obligation formelle de prendre en compte les observations faites au cours de la consultation de la population.
4. Participation en échange d'un bénéfice matériel	Les gens participent matériellement à la recherche, par exemple en fournissant un travail, et ceci en échange d'un avantage matériel. C'est le cas en général de la plus grande partie des travaux de « recherche adaptative », les agriculteurs ne sont pas inclus dans un processus d'apprentissage. C'est ce type de relation avec les agriculteurs qui donne lieu à l'utilisation dans les publications et rapports du mot « participation ». Généralement, les agriculteurs ne maintiennent le dispositif que tant qu'ils en retirent une compensation matérielle suffisante.
5. Participation fonctionnelle	Les gens forment des groupes à propos d'objectifs bien particuliers. Cela peut conduire à la formation d'organisations sociales impulsées par des organismes externes. Dans certains cas, ces institutions peuvent s'autonomiser de leurs initiateurs externes.
6. Participation interactive	Les gens participent à une analyse commune qui conduit à un plan d'action et à la formation de nouvelles institutions locales ou le renforcement de celles qui existent déjà. En général il est utilisé une méthode qui représente les différentes perspectives et s'appuie sur un processus d'apprentissage structuré et systématique. Ces groupes doivent prendre le contrôle des décisions locales, ce qui consolide l'intérêt des participants au maintien des structures et pratiques.
7. Auto-mobilisation	Les gens participent en prenant des initiatives indépendantes des institutions externes afin de mettre en oeuvre un processus de changement. Une telle mobilisation, auto-initiée par une action collective peut, ou non, introduire des changements dans une distribution équitable du pouvoir et des richesses.

Tableau 3 : Les différentes formes de participation et la diversité d'utilisation de ce terme dans la littérature (inspiré de Pretty et Chambers, 1993, page 18)

Le croisement de ces deux clefs de visualisation des différences nous permet de proposer un premier "plan de classement" possible (Figure 1), parmi beaucoup d'autres.

Nous n'avons positionné que la tendance la plus forte dans chacune des écoles de pensée retenue. Il n'est évidemment pas étonnant que la diagonale du graphique soit plus occupée, faisant correspondre un type de participation à un type de projet de changement social, lié au choix des partenaires de la recherche. Par ailleurs le remplissage du quartier supérieur droit de la matrice est dû au fait que les institutions dominantes se trouvent parfois

avoir besoin de développer, pour des raisons fonctionnelles ou sociales, des approches plus sophistiquées de participation dans la recherche soit de leurs services, soit des populations qu'elle dominent dans le champ social en question.

Il est possible de voir ce positionnement des approches comme des étapes dans le développement d'un même programme de recherche-action. Il est courant de commencer par des étapes de diagnostic commandité, de type RD, ou des expérimentations à la ferme ou de commercialisation avant de se lancer dans des opérations plus engagées dans le milieu social (Muchagata *et al.*, 1994).

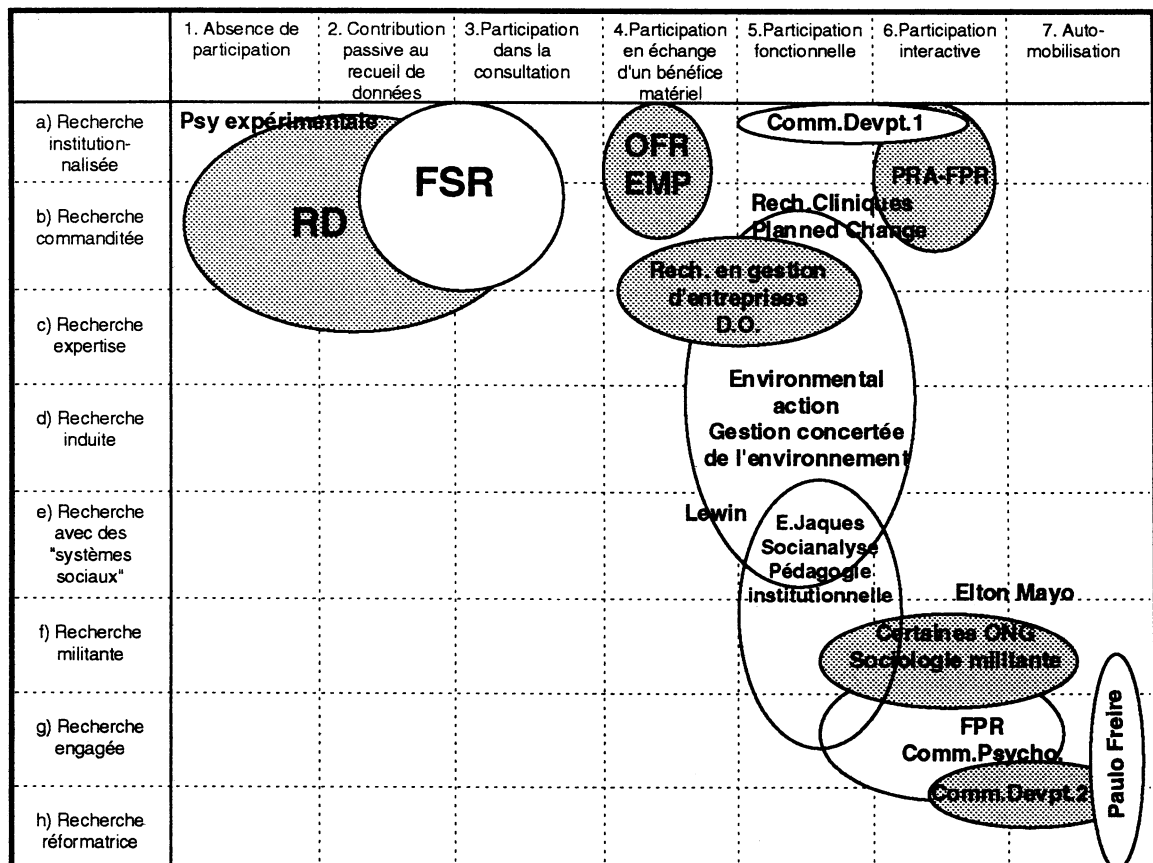


Figure 1 - Proposition d'une différenciation des recherches-actions en fonction des pratiques chercheurs
 OFR : On-Farm Research - EMP : Expérimentations en Milieu
 PRA : Participatory Research Appraisal - FPR : Farmer Participatory
 RD : Recherche-Développement - FSR : Farming Systems
 ONG : Organisations Non-
 Comm.Devpt..1 : Community Development tel que pratiqué dans les années
 Comm.Devpt.2 : Community Development du type de l'intervention de la
 Comm.Psycho.: Community

De même, une expertise peut conduire à tisser des liens avec les acteurs locaux au point d'induire des démarches participatives. Ces étapes, compatibles dans leurs formes sociales avec les types d'apprentissage des chercheurs, sont souvent l'un des moyens pour eux de se constituer en acteur dans le jeu social où ils sont censés intervenir. Nombre de sociologues militants ont commencé par une phase réformatrice usant de méthodes d'auto-mobilisation avant de travailler aux côtés des acteurs sociaux et institutions (syndicats paysans ou associations) qu'ils ont contribué à faire émerger (Hébette, 1991).

2.2. Quel projet cognitif pour la recherche-action ?

Un autre plan utile pour percevoir des différences dans les positionnements relatifs des recherches-actions est celui des projets de connaissance. Il est possible de distinguer là encore deux grands domaines cognitifs : celui de la société et celui des objets.

Tout travail de recherche-action (ou même de recherche en général) procède d'une certaine vision de la société dans laquelle il intervient, vision qui n'est pas toujours, loin s'en faut, d'essence sociologique. La liste suivante peut donner une idée de l'éventail des représentations qui semblent avoir cours :

1. une collection d'individus sélectionnés pour leur représentativité d'un problème de développement ressenti par une organisation ;
2. une région vue à travers les problèmes ressentis par une institution (ou traduits par le chercheur pour cette organisation) ;
3. des groupes locaux d'agriculteurs choisis pour l'intérêt des problèmes qu'ils posent pour une organisation de développement ;
4. un individu ou une petite collection d'individus et leurs problèmes propres ;
5. un système social local isolé (service d'une organisation ou collectivité locale) ;
6. une organisation ;

7. un système social local inséré dans une société consensuelle ;

8. une collectivité locale différenciée insérée dans une société structurée.

Dans les cas 1, 2 et 3, l'organisation n'est pas étudiée en tant que telle, elle ne l'est pleinement que dans le cas n°6. La façon dont est représenté le monde social dans lequel le chercheur intervient donne une idée assez fidèle des ambitions de connaissance qu'il peut avoir sur lui.

D'autre part, comme nous l'avons souligné plus haut, une des différences majeures entre les diverses recherches-actions concerne la production de connaissances sur *le monde des objets*. Ainsi, toutes les recherches-actions ne se donnent pas pour objectif, ni n'ont les moyens, d'appréhender les objets manipulés par leurs partenaires sociaux et faisant partie du problème traité. Si cela était clairement hors du champ de Lewin et de ses continuateurs par exemple, produire des connaissances sur les objets est, fort logiquement, une préoccupation centrale des chercheurs en recherche-action travaillant dans des organisations de recherche agronomique. Cette finalité n'est pas sans conséquence sur la relation avec les partenaires. En particulier, si la participation sur les objectifs généraux d'un projet de connaissance entre praticiens et chercheurs est parfois réalisée de façon satisfaisante, il n'en est pratiquement jamais ainsi quant à la mise en place opérationnelle des projets et la génération de connaissances techniques. Or, le premier type de participation ne peut raisonnablement dépasser le stade des premières phases d'un projet tant que les aspects opérationnels et techniques restent livrés à la "violence symbolique" liée à la présence d'un groupe de chercheurs travaillant avec des agents dominés, au moins dans le champ de la connaissance "légitime".

Les travaux ne manquent pas pour souligner la difficulté de dialogue sur les objets entre chercheurs et praticiens (Darré, 1985 ; Muchagata *et al.*, 1994). Les objets sont pourtant eux-mêmes des constructions essentielles à l'existence quotidienne et au fonctionnement du monde social (Latour, 1994). Callon et Latour proposent

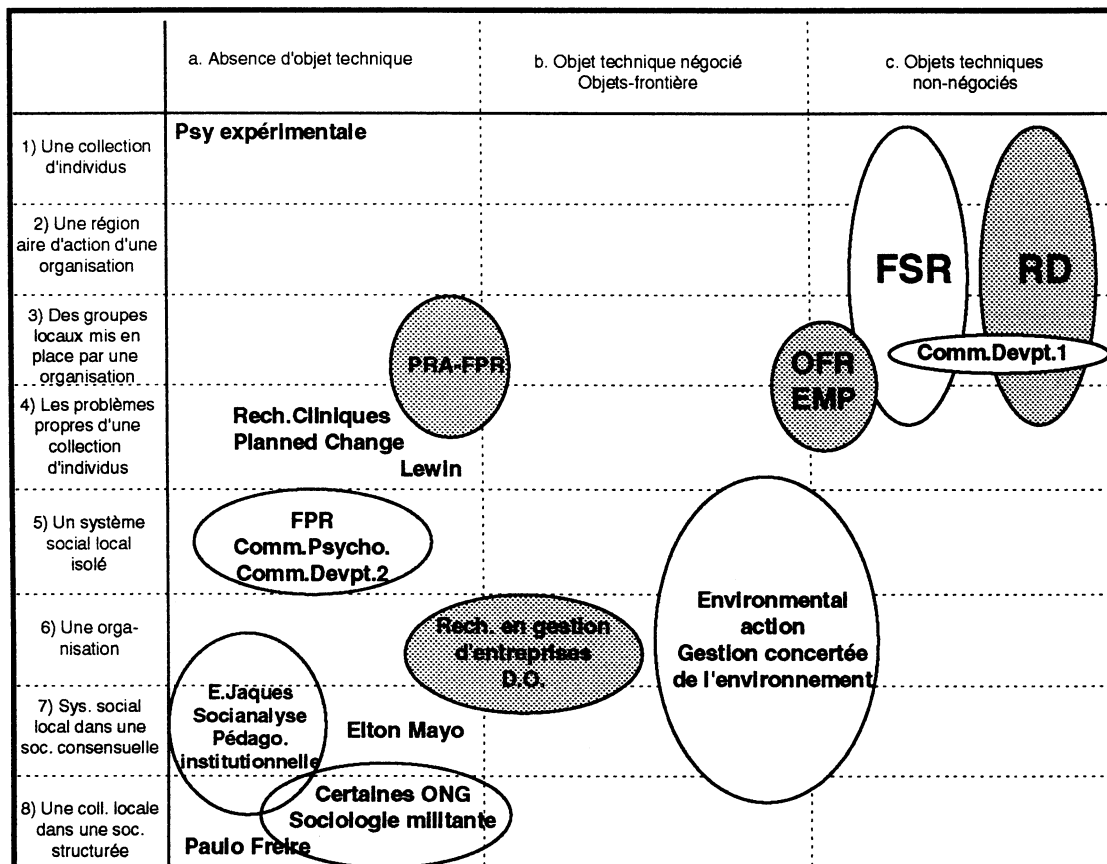


Figure 2 : Proposition d'une différenciation des recherches-actions en fonction du domaine de leurs problématiques

la théorie de la traduction comme cadre d'appréhension de la construction des objets de recherche (Callon, 1989). La notion de "forums hybrides" (Callon et Rip, 1992) permet d'analyser l'intervention du chercheur comme un processus d'adaptation et de compromis. Thévenot (1989) définit le compromis comme "une tentative pour dépasser la tension critique entre deux mondes en visant un bien commun qui ne relèverait ni de l'un, ni de l'autre mais qui les comprendrait tous deux". S'inspirant de l'écologie des institutions, la notion "d'objet frontière" (Star et Griesemer, 1989) est un essai de dépassement radical du modèle de traduction de Latour, Callon et Law. En insistant sur la pluralité des traductions en jeu dans un même processus de recherche-action, elle décentre l'analyse des seuls investissements de forme du chercheur.

On pourrait ainsi différencier les démarches de recherche-action :

- a) Seule prise en compte des processus sociaux. Absence d'objet technique dans la problématique.
- b) Co-construction réfléchie d'objets techniques (cf. par exemple de Sainte Marie et Casabianca, 1995).
- c) Objet technique défini par la recherche sans processus de négociation avec les acteurs dans la démarche de recherche (il peut y avoir négociation sur d'autres points).

Dans ce second plan de classement (Figure 2), on peut également observer que la diagonale principale est plus chargée. Les travaux issus des sciences sociales n'engagent généralement pas leurs problématiques dans le champ technique : leurs auteurs sont plus armés pour produire des connaissances avec une vision

complexe du monde social dans lequel se fait l'intervention. Inversement, les recherches issues de traditions techniques sont mieux à même de définir les objets techniques. Mais elles ne sont pas d'emblée compétentes pour aborder les objets sociaux dans leur complexité, ni même pour incorporer dans leur problématique le processus de formation d'un compromis autour des objets techniques. On peut toutefois signaler que Elton Mayo dans le cadre de ses recherches d'ergonomie introduit quand même quelques objets techniques (force et nature des éclairages, couleurs des murs, musique "fonctionnelle") dont il s'agit bien d'étudier les effets sur la productivité, la qualité ou la fatigue des opérateurs, mais sans les négocier avec eux.

La colonne centrale représente les efforts récents d'articulation entre des recherches de tradition technique et des recherches de tradition sociologique. Elle réalise cette articulation de préférence autour d'une vision moins globale de la société. C'est par exemple le fonds théorique de la sociologie des organisations ou celui de l'économie institutionnelle qui sont mobilisés (cf. Gestion concertée de l'environnement, notamment l'approche patrimoniale : de Montgolfier et Natali, 1987 ; Mermet, 1992).

Conclusion

Les recherches que nous avons rassemblées partagent une même option philosophique quant à la possibilité des hommes à infléchir le cours de l'histoire, ou en tout cas d'intervenir sur leurs propres destins, attitude parfois qualifiée de "populisme". Elle s'oppose de la sorte aux courants positivistes des sciences sociales et au matérialisme historique qui prônent comme condition préalable à l'action, une transformation globale des structures de la société. Dans cette perspective, la recherche-action va au-delà d'un projet "participationniste" au sens instrumental du terme (l'association des intéressés comme moyen d'atteindre des buts choisis en dehors d'eux). La démarche apparaît liée à des valeurs, un modèle culturel, une

idéologie de type "démocratique" dans la mesure où elle affirme le principe d'une relation anti-autoritaire. Elle amorce le développement de pratiques relationnelles nouvelles et ouvre la possibilité de débats et négociations.

Par ailleurs, les courants retenus s'intéressent à la recherche réalisée dans les temps et les lieux de l'action, quoique à des degrés divers. C'est à ce titre que nous nous sommes permis de les comparer, même s'ils ne prétendent pas ce rapprochement. Il n'est donc pas étonnant, dans cet inventaire qui est loin d'être exhaustif, de trouver une profusion de démarches, d'objectifs et de contextes et surtout une confusion de terminologie frappante. Malgré cette hétérogénéité, à condition de ne pas oublier de quelles traditions et contextes ils sont issus et de les situer les uns par rapport aux autres, il nous semble que certains de ces travaux peuvent engager un dialogue fructueux.

Tout d'abord, les deux plans que nous proposons renseignent sur les différentes formes de *légitimité sociale des connaissances établies par la recherche-action*. Le premier plan permet d'évaluer la position de la recherche par rapport à la société civile. Le second plan donne une idée de la nature de son projet cognitif dans le domaine scientifique (ce qui laisserait l'expertise proprement dite en dehors du second plan, puisque celle-ci ne procède pas d'une démarche scientifique). Si l'on conçoit que la recherche-action puisse être une étape, soit dans une démarche soit dans une carrière de chercheur, on voit que ce qu'il faut discuter et raisonner dans ces plans est plus de l'ordre des trajectoires de recherche que des positions statiques.

En particulier, la différenciation représentée par la Figure 1 montre une conjonction forte entre les modalités de contrôle par les institutions ou les commanditaires et le faible caractère participatif qu'elles autorisent. S'opposent ainsi deux pôles, celui des recherches "sous faible contrôle" (visant une transformation sociale) et celui de recherches qui utilisent la participation aux fins d'accroître l'efficacité de leurs interventions (plus attachées à un progrès des processus productifs institués). Malgré ces positionnements relatifs,

l'évolution des approches et des intérêts conduit à un potentiel d'échanges conceptuels et méthodologiques, cependant encore à réaliser.

Dans la Figure 2, la différenciation représentée met en évidence l'absence d'objet technique dans les approches des sciences sociales, de même que la prééminence d'objets techniques non négociés dans les approches des agronomes. Il ne s'agit pas ici que d'un enjeu de dialogue entre différents courants qui auraient intérêt à mieux se connaître. C'est également un enjeu pour la recherche-action elle-même que de savoir étendre la participation à la construction des objets techniques et ne pas en rester à la seule définition concertée des objectifs généraux de l'action et de la connaissance. Si c'est bien l'identité de la recherche-action qui est en question, c'est aussi, pour une "certaine agronomie", un enjeu disciplinaire visant à la conquête d'une légitimité dans un domaine plus classiquement considéré comme celui des sciences sociales.

Notre parcours dans ce monde des recherches assumant une visée transformatrice de la réalité nous a conduits à collationner une large variété de postures et de pratiques. Pour autant, nous pensons avoir repéré des axes de cohérence entre plusieurs d'entre elles. Ces axes renforcent notre conviction que, loin d'avoir épuisé ses ressources, le terme de "recherche-action" peut continuer à représenter un enjeu d'identification d'une partie des communautés scientifiques concernées. Il offre en tous cas des perspectives concrètes de poursuite du débat, largement engagé par ailleurs, sur les relations entre science et société, et sur les pratiques des chercheurs dès lors qu'ils décident de traiter de questions pertinentes socialement en y associant les acteurs sociaux.

Bibliographie

- Akrich M.**, 1993. *Les objets techniques et leurs utilisateurs - De la conception à l'action*. In : Raisons pratiques, Les objets dans l'action 4 : 35-37
- Albaladejo Ch. & Casabianca F.** 1995. *Une condition préalable à la participation : modifier les représentations des savoirs d'agriculteurs*. Les Cahiers de la Recherche Développement, Montpellier, 41 : 44-57.
- Ammann S.B.** 1992. *Ideologia do desenvolvimento de comunidade no Brasil*. 8a ed., São Paulo, Cortez Editora, 211 p.
- Ardoino J.** 1974. *Psychologie sociale et nouvelles approches pédagogiques*. Paris, Epi, 91 p.
- Avenier M.-J.** 1992. Recherche-action et épistémologies constructivistes, modélisation systémique et organisations socio-économiques complexes : quelques "boucles étranges" fécondes. *Revue Internationale de Systémique*, 6 (4) : 403-420.
- Barbier R.** 1996. *La recherche-action*. Paris, Economica, 109 p.
- Bebbington A.J., Merrill-Sands D., Farrington J.** 1994. *Farmer and community organisations in agricultural research and extension: Functions, impacts and questions*. ODI Network Paper 47 : 1-33.
- Benoit-Cattin M. (dir.)**, 1986. *Recherche et développement agricole : Les Unités Expérimentales du Sénégal*. Montpellier, ISRA-CIRAD-FAC, 356 p.
- Bernardy M. (de), Boisgontier P., Goyet G.** 1992. Développer un projet de territoire par l'écologie de l'innovation et du gisement culturel. *Pour*, (135) : 125-135.
- Biggs S. D. & Farrington J.** 1993. Farming systems research and the rural poor: A political economy approach. *Journal of Farming Systems Research-Extension, Tucson, Arizona, USA*, 3 (2) : 59-82.
- Billaz R. & Dufumier M. (éds.)**, 1980. *Recherche et développement en agriculture*. Paris, PUF, 188 p.
- BLACT, CFECTI, GRET**, 1984. *Démarches de recherche-développement appliquées au secteur de la production rurale des pays en voie de développement*. Paris, GRET, 91 p.
- Blanchet A., Ghiglione R., Massonnat J., Trognon A.** 1987. *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Paris, Dunod, 97 p.
- Born M. & Lioni A.-M.** 1996. *Familles pauvres et intervention en réseau*. Paris, L'Harmattan, 201 p.
- Bourdieu P.** 1980. *Le sens pratique*. Paris, Editions de Minuit, 475 p.
- Bourdieu P.** 1994. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris, Seuil, 251 p.

- Callon M. (dir.)**, 1989. *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*. Paris, La Découverte, 214 p.
- Callon M. & Rip A.**, 1992. *Humains, non-humains : morale d'une coexistence*. In : Theys J., Kalaora B. (éds.) : *La Terre outragée. Les experts sont formels* - Paris, Editions Autrement, p. 140-157.
- Campbell A.** 1994. *Community first: Landcare in Australia*. IIED Gatekeeper Series, (42) : 3-21.
- Cerf M.** 1993. *Essai d'analyse psychologique des connaissances techniques et pratiques des agriculteurs : application au raisonnement de l'implantation des betteraves sucrières*. Thèse de doctorat, Université Paris VIII, 286 p.
- Chambers R.** 1993. *Methods for analysis by farmers: The professional challenge*. Journal of Farming Systems Research-Extension, Tucson, Arizona, USA, 4 (1) : 87-101.
- Checkland P.** 1981. *Systems thinking, systems practice*. Chichester, New York, Brisbane, Toronto, John Wiley & Sons, 330 p.
- Checkland P. & Scholes J.** 1990. *Soft systems methodology in action*. Chichester, UK John Wiley & Sons, 325 p.
- Conein B., Dodier N. et Thévenot L., (sous la dir. de) 1993.** - *Les objets dans l'action - Raisons pratiques, épistémologie, sociologie, théorie sociale 4* ; Paris, Ed. de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 292 p.
- Darré J.-P.** 1985. *Du discours scientifique au dialogue entre praticiens : rupture et emprunts*. Formation Emploi, Paris, (12) : 11-16.
- Darré J.-P.** 1986. Comment les façons de faire et de penser se transforment ? L'étude des réseaux de dialogue. *Agriscopes*, Angers, (7) : 143-151.
- Delorme C.** 1982. *De l'animation pédagogique à la recherche-action*. Paris, Chroniques Sociales, 236 p.
- D'Incao M.C. & Roy G.** 1995. *Nós, cidadãos aprendendo a democracia*. São Paulo, Paz e Terra, 279 p.
- Dixon J. & Sindall C.** 1994. *Applying logics of change to the evaluation of community development in health promotion*. Health Promotion International, Oxford Univ Press, 9 (4) : 297-309.
- Dubost J.** 1987. *L'intervention psychosociologique*. Paris, PUF 350 p.
- Esterci N.** 1987. *Conflito no Araguaia. Peões e posseiros contra a grande empresa*. Petrópolis, Brasil, Vozes, 208 p.
- Fall A. & Lericollais A.** 1992. Light Rapid Rural Appraisal. Des méthodologies brillantes et légères? *Bulletin de l'APAD*, Aix-en-Provence, (3)
- Farrington J.** 1994. *Linking farmers' organizations and researchers: Four case studies*. ODI Network Paper (50 (July 1994)) : 1-50.
- Farrington J. & Martin A.** 1988. *Farmer participatory research: A review of concepts and recent fieldwork*. Agricultural Administration & Extension, 29 : 247-264.
- Freire P.** 1987. *Pedagogia do oprimido*. 17ème ed., Rio de Janeiro, Brasil, Paz e Terra, 184 p.
- Funtowicz S.O. et Ravetz J.R.** 1990. *Global environmental issues and the emergence of second order science*. Brussels. Commission of the European Communities-24.
- Ghai D. and Vivian J.M. (éds.)**, 1992. *Grassroots environmental action. People's participation in sustainable development*. London & New York, Routledge, 351 p.
- Gras R., Benoit M., Deffontaines J. P., Duru M., Lafarge M., Langlet A., Osty P.L.** 1989. *Le fait technique en agronomie. Activité agricole, concepts et méthodes d'étude*. Paris, INRA et l'Harmattan, Collection Alternatives Rurales, 184 p.
- Guillier D.** 1994. Socianalyse de la consultation professionnelle. De la socianalyse aux pratiques socianalytiques. *Pour*, 1994 (144) : 179-189.
- Hatchuel A.** 1994. Apprentissages collectifs et activités de conception. *Revue Française de Gestion*, (Juillet-Août 1994) : 109-120.
- Hatchuel A. & Moisdon J.-C.** 1995. Modèles et apprentissage organisationnel. *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales* (28) : 17-32.
- Hébette J.**, 1991. *A luta sindical em resposta as agressões dos grandes projetos*. In : Hébette J. (ed.) *O cerco está-se fechando*. Belém, Brasil, VOZES, NAEA e FASE, p. 199-214.
- Henderson P. & Thomas D.N.** 1992. *Savoir-faire en développement social local*. Lonrai, Orne, France, Bayard Editions, 237 p.
- Hess R.** 1983. Histoire et typologie de la recherche-action. *Pour*, 90 : 9-16.
- Houstoun H.** 1994. *Proyectos verdes. Manual de actividades participativas para la acción ambiental*. Buenos Aires, Planeta, 164 p.

- Huijsman A.** 1995. Toward the concerted management of agro-ecosystems. *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson, Arisona, USA, 5 (1) : 79-89.
- Ison R.L.** 1993. Changing community attitudes. *Rangeland Journal*, 15 (1) : 154-166.
- Jaques E.** 1964. Social analysis and the glacier project. *Human Relations*, XII (4)
- Jiggins J.** 1993. *From technology transfer to resource management*. Proceedings of the XVII International Grassland Congress 1993. Palmerston, New Zealand, pp. 615-622.
- Jouve P. & Mercoiret M.-R.** 1987. La recherche-développement : Une démarche pour mettre les recherches sur les systèmes de production au service du développement rural. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, Montpellier, 16 : 8-13.
- Lapassade G.** 1996. *Les microsociologies*. Paris, Antropos, 112 p.
- Lardon S. & Albaladejo Ch.** 1990. Modeling an agrarian system on a local scale as a tool for farmer participation in rural development. Examples from South America. *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson, Arizona, USA, 1 (2) : 137-155.
- Latour B.** 1989. *La science en action*. Paris, La Découverte, 451 p.
- Latour B.** 1994. Une sociologie sans objet? Remarques sur l'interobjectivité. *Sociologie du Travail*, (4) : 587-607.
- Leff E. (dir.)**, 1994. *Ciencias sociales y formación ambiental*. Barcelona, España, Gedisa, 321 p.
- Lévy A.** , 1985. La recherche-action : Une autre voie pour les sciences humaines ? In : Boutinet J.-P. (ed.), *Du discours à l'action. Les sciences sociales s'interrogent sur elles-mêmes*. Paris, L'Harmattan, p. 50-68.
- Lightfoot C. & Noble R.** 1993. A participatory experiment in sustainable agriculture. *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson, Arisona, USA, 4 (1) : 11-35.
- Liu M.** 1992. Vers une épistémologie de la recherche-action. *Revue Internationale de systémique*, 6 (4) : 435-454.
- Mermet L.** 1992. *Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme enjeu de société ?* Paris, L'Harmattan, 205 p.
- Merrill-Sands D. & Collion M.-H.** 1993. Making the farmer's voice count : Issues and opportunities for promoting farmer-responsive research. *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson, Arizona, USA, 4 (1) : 139-161.
- Merrill-Sands D., Kaimowitz D.** 1992. *Production et transfert de technologies agricoles. Les relations entre les chercheurs, les responsables du transfert et les paysans*. La Haye, Pays Bas, ISNAR, 105 p.
- Montgolfier J. (de), Natali J.-M.** 1987. *Le patrimoine du futur. Approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles*. Paris, Economica, 248 p.
- Moose D.** 1995. "People's knowledge" in project planning: The limits and social conditions of participation in planning agricultural development. ODI Network Paper, n°58 : 1-35.
- Muchagata M., De Reynal V., Veiga I.J.** 1994. *La construction du dialogue entre chercheurs et paysans à travers l'expérience du CAT*. Symposium International sur les Recherches-Systèmes en Agriculture et Développement Rural. Montpellier, France, pp. 768-772.
- Munk Ravnborg H. & Ashby J.A.** 1996. *Organizing for local-level watershed management: lessons from Río Cabuyal Watershed, Colombia*. ODI Agricultural Research & Extension Network, Network Paper, 65 : 1-14.
- Nelson N. & Wright S.** 1997. *Power and participatory development: Theory and practice*. London, Intermediate Technology Publications, 225 p.
- Pain J.** 1993. *La pédagogie institutionnelle*. Vigneux, Matrice, 215 p.
- Ponteves E. (de), Jouve P.** 1990. *Expérimentations en milieu paysan en zones tropicales*. Montpellier, CIRAD, 128 p.
- Pretty J.N. & Chambers R.** 1993. *Towards a learning paradigm: New professionalism and institutions for agriculture*. IIED Research Series , 1 (1) : 48-105.
- Rapoport R.N.**, 1973. *Les trois dilemmes de la recherche-action* (1ère ed.1968). Connexions, 7.
- Robertis C. (de), Pascal H.** 1987. *L'intervention collective en travail social. Groupes et territoires*. Paris, Bayard, 303 p.

- Röling N.**, 1994. *Platforms for decision-making about ecosystems*. In : Fresco L.O., Stroosnijder L., Bouma J., Van Keulen H. (éd.s.), *The future of the land: Mobilizing and integrating knowledge for land use options*. London, John Wiley & Sons, p. 385-93.
- Roqueplo P.**, 1992. L'expertise scientifique, consensus ou conflit ? In : Theys J., Kalaora B. (Eds.) *La Terre outragée. Les experts sont formels*. Paris, Editions Autrement, p. 157-69.
- Sainte Marie (de) Ch. & Casabianca F.** 1995. Innover dans les productions patrimoniales. Génération d'objets techniques et émergence de règles dans les processus d'organisation. *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales*, 37 : 149-175.
- Sebillotte M.**, 1996. Systems research and action. Interdisciplinary excursions. In : Sébillotte M. (ed.), *Systems-oriented research in agriculture and rural development*. International Symposium Montpellier, France CIRAD-SAR, p. 35-72.
- Senault P.** 1987. Catégorisation des agents de développement à partir du cas français. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, Montpellier, (16) : 22-27.
- Star S. L. & Griesemer J.R.** 1989. Institutional ecology, "Translations" and boundary objects: Amateurs and professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39. *Social Studies of Science* (SAGE, London), 19 : 387-420.
- Stone L.** 1992. Cultural influences in community participation in health. *Social Science and Medicine*, (35) : 409-417.
- Thévenot L.** 1989. Equilibre et rationalité dans un univers complexe. *Revue Economique*, 40 : 147-198.
- Theys J. (dir.)**, 1992. *Environnement, science et politique. Les experts sont formels*. 2 tomes. Paris, Germes, 675 et 518 p.
- Thiollent M.** 1996. *Metodologia da pesquisa-ação*. 7ème ed., São Paulo, Cortez Editora, 108 p.
- Touraine A.** 1978. *La voix et le regard*. Paris, Seuil, 320 p.
- Tourte R. & Billaz R.** 1982. Approche des systèmes agraires et fonction de recherche-développement. Contribution à la mise au point d'une démarche. *Agronomie Tropicale*, (XXXVII) : 14-25.
- Tripp R.**, 1991. The farming systems research movement and on-farm research. In : Tripp R. (ed.), *Planned change in farming systems*. Chichester, Great Britain, A Wiley-Sayce Co-Publication, p. 3-16.
- Verspieren M.-R.**, 1991. *Recherche-action de type stratégique et science(s) de l'éducation*. Paris et Bruxelles, L'Harmattan/ Contradictions, 396 p.
- Weber M.**, 1988. *El político y el científico*. 10ème ed., Madrid, España, Alianza Editorial, 231 p.
- Wright S.**, 1990. Development theory and community development practice. In : Buller H., Wright S. (éd.s.), *Rural development: Problems and practices*. Aldershot, Brookfield, USA, Avebury, p. 41-63.

